peuvent améliorer et équilibrer notre économie mondiale ou l'économie nationale. Je ne suis pas assez influent pour les rencontrer, mais les députés ministériels, qui ont la force requise et peuvent avancer les arguments nécessaires, devraient penser à la nation. Il faut équilibrer l'économie nationale pour qu'on puisse enfin jouir d'un système parfait, d'un système en croissance qui rendra service à la population et éliminera le mécontentement et les désastres que nous connaissons aujourd'hui.

C'est à nous tous qu'il incombe de prendre nos responsabilités. Quant à moi, je suis prêt à le faire. Si j'avais l'influence nécessaire pour m'infiltrer parmi ceux qui font partie des accords de Bretton Woods et essayer de leur faire comprendre mes idées, je le ferais. Au fait, je suis un simple député de l'opposition, mais le gros bon sens me dit que le déséquilibre existe et que le système actuel est bon. Ce système doit demeurer. Le capitalisme est le meilleur système au monde, mais il faut en corriger les abus. Ces abus déséquilibrent l'économie et c'est ce qui explique l'existence des préjudices. Nous ignorons la cause des malaises financiers. Si nous voulons les enrayer, supprimons-en les causes. Tout malaise a une cause. Tant et aussi longtemps que nous ne nous acharnerons pas à supprimer ces causes, jamais nous ne réglerons le problème.

En ce qui touche le tirage international, il s'agit de nouveaux crédits que les banquiers créeront à volonté; ceux-ci accorderont des crédits internationaux tout comme les banquiers nationaux en accordent à divers pays, ce qui ne se faisait pas autrefois. Il s'agit d'une certaine amélioration, c'est mieux que rien. Mais, encore une fois, cela ne réglera pas le problème, car si l'on émet des crédits portant intérêt, les deux ne seront pas émis en même temps. On exigera le remboursement des crédits qui ont été créés, plus l'intérêt qui ne l'a jamais été. Il est donc possible que l'on connaisse plus tard des déséquilibres nationaux. Il existera encore des répudiations de dettes, parce qu'on n'aura pas trouvé la vraie solution au problème.

Si l'on avait émis des crédits libres de dette, on aurait trouvé une solution au problème; mais, parce qu'ils endettent chaque pays, ces nouveaux crédits vont permettre aux banquiers internationaux de s'emparer de l'actif d'un pays. Un bon matin, ce pays-là ne pourra pas effectuer de remboursement, parce qu'il ne pourra pas remettre plus qu'il n'a reçu et son économie sera déséquilibrée. Il s'agit simplement d'une bombe à retardement que l'on donnera aux nations, eu égard à la situation internationale.

[M. Latulippe.]

Ces nouveaux crédits ne constituent pas, encore une fois, la vraie solution au problème que nous devrions corriger, mais à défaut de pain, on mange autre chose. On nous apporte cela, tout préparé d'avance par ces grandes institutions et nous n'avons rien à dire.

On désire apporter des changements, mais on sait que cela ne modifiera rien. On a discuté de cela au comité. On a étudié le bill, article par article; j'ai posé des questions et de grands financiers m'ont répondu que la situation économique déséquilibrée que nous connaissons présentement ainsi que les répudiations de dettes que nous avons déjà connues ne disparaîtront pas. Il y aura encore des répudiations de dettes. On a reconnu tout cela au comité. On en a discuté et on a scruté tout ce problème. Je suis convaincu qu'il n'y a pas grand-chose à changer. Cependant, nous devons tenir à nos opinions.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui est alloué est expiré.

M. Latulippe: Merci, monsieur le président.

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, mes remarques seront courtes et précises. Les députés ne s'en rendent peut-être pas compte, mais il est grand temps que nous réalisons qu'il ne suffit pas de réparer les béquilles sur lesquelles se traîne aujourd'hui la politique monétaire internationale. Le bill C-138 se borne à élargir les Accords de Bretton Woods et tout ce qui a trait aux finances internationales. La situation monétaire internationale, qu'il s'agisse des pays industrialisés ou non, exige des remèdes bien plus durables et même permanents.

Il me semble qu'ici, à la Chambre, nous n'avons pas d'autre choix, en ce moment, que d'appuyer le bill C-138. Je le répète, il est inutile de continuer à rafistoler l'ancien système tout en nous berçant de l'illusion qu'il continuera à fonctionner longtemps. Rien ne l'illustre mieux que la situation où se trouve en ce moment même le franc français. La France a des ennuis, et cela touche tous les pays du monde libre car aucune nation ne peut mener son propre jeu en matière de politique monétaire à notre époque de libre-échange où le commerce est devenu un élément vital.

● (2.50 p.m.)

Il y a quelques mois, le Canada était dans une position délicate. A l'heure actuelle, notre dollar est assez stable et nos crédits internationaux se portent assez bien. Mais étant donné ce qui se passe sur le plan monétaire